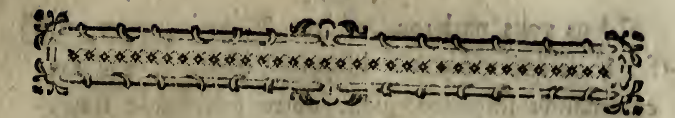
2.9bre 1792. N.° 4.

(1)



ADRESSE

De la Société des Amis de la Liberté & de l'Égalité de Marseille, à toutes les Sociétés affiliées du Département.

CITOYENS,

Ce n'eſt pas ſans un profond ſentiment de douleur que nous entendons, chaque jour, dans notre ſein, les récits affligeants des diſſentions inteſtines qui s'élèvent dans divers lieux du Département, & les funeſtes effets de ces diviſions cruelles qui étouffent cet eſprit de fraternité & de juſtice ſans lequel il n'eſt point de liberté.

Lorſque nos frères, ces intrépides défenſeurs de la patrie, vont purger le ſol libre de la République françaiſe, des deſpotes qui l'ont ſouillé, lorſque par un dévouement héroïque ils repouſſent avec tant de ſuccès les hordes ſanguinaires de nos ennemis, qu'ils vont cimenter le bonheur public & nous préparer des jours d'allégreſſe, vous ſemblez, par vos troubles domeſtiques & l'oubli de vos devoirs, nous préparer des jours de deuil, d'amertume & de carnage.

Nous vous parlerons, frères & amis, avec cette franchiſe qui caractériſe l'homme libre, & que nous commande impérieuſement notre ſollicitude fraternelle, pour l'intérêt commun; un miniſtre patriote a dit avec vérité, *ce n'eſt plus le temps de flatter le peuple, il faut le ſauver.*

CITOYENS,

Depuis quatre ans la Nation ſe diſoit libre & ſouveraine par la conquête de ſes droits; mais réellement nous ne jouiſſions ni de notre liberté, ni de notre ſouveraineté, un ſcélérat conſtitutionnellement couronné nous ramenoit conſtitutionnellement au règne du deſpotiſme; dépoſitaire & exécuteur inviolable de nos lois; pourvu d'une énorme liſte corruptrice, entouré, pour ſervir ſes projets tyrannicides, preſque d'autant de courtiſans qu'il y avoit d'hommes revêtus de l'autorité adminiſtrative, judiciaire & militaire, l'infame Capet vouloit du haut de ſon trône, ſouillé de crimes, fouler aux pieds la ſouveraineté du peuple.

Dans ſes criſes pénibles, il a fallu faire taire toutes les lois, n'écouter que la loi ſuprême, le ſalut du peuple, pour l'arrêter au bord du précipice: toute la Nation s'eſt levée fièrement, & ce qu'avoit ſeulement ébauché le ſiège de la Baſtille, le ſiège des Tuilleries l'a achevé, les nombreux ſatellites du tyran ſont exterminés, la voix de la portion intacte de nos légiſla-

A



teurs ſe fait entendre, le tyran lui-même détrôné, emprisonné, attend dans la tour le ſupplice dû à ſes forfaits; une ſeconde révolution commence, nos repréſentans viennent d'abattre d'un ſeul coup l'hydre des privilèges, abolir à jamais la monſtrueuſe royauté en France, & poſer les baſes ſolides d'une parfaite égalité; la République Françaiſe, une & indiviſible, eſt proclamée, adhérée par la volonté générale du peuple ſouverain; bientôt de la Convention Nationale ſortira ce code bienfaiſant du lien ſocial, ce plan d'un gouvernement libre & républicain que vous diſcuterez, que vous ſanctionnerez vous-mêmes comme vrais ſouverains dans vos aſſemblées primaires. Mais les dépoſitaires de notre confiance, en fixant les principes ſacrés de l'égalité, ont ſenti la néceſſité qu'il y avoit de nous recommander la ſûreté des propriétés & des perſonnes, le reſpect des lois proviſoirement exécutées juſqu'à ce que d'autres lois plus ſages viennent remplacer celles qui ſont en oppoſition avec la liberté; ils ont été perſuadés que le fanatiſme de la religion & de la royauté tenteroit ſes derniers efforts pour allumer les torches des guerres civiles, qu'il s'éléveroit au milieu de vous, dans les villes, dans les campagnes, & même dans les ſociétés populaires, de vils émiſſaires, de miſérables intrigants qui, ſous le maſque hypocrite d'un patriotiſme ardent, chercheroient à tromper votre crédulité, à vous égarer ſur vos droits & ſur vos devoirs, vous feroient prendre pour la li-

berté ce qui n'eſt que la licence, & par la diſſolution du lien ſocial, attireroient ſur vos têtes une ſuite incalculable de malheurs.

Méfiez-vous, Citoyens, de ces agitateurs pervers qui, par un jargon ſéducteur, vous font avaler à longs traits le poiſon de l'erreur, ſans vous appercevoir qu'ils ne captent vos ſuffrages & vos applaudiſſemens que pour armer le citoyen contre le citoyen, & ſemer avec plus de ſuccès le germe des guerres inteſtines; ils vous diront, les méchans, pour vous porter à des injuſtices criantes, à des excès coupables, que le peuple n'a d'autre loi à ſuivre que ſa volonté, qu'il ne fait qu'uſer de ſon droit de ſouveraineté, tandis que nous vous diſons avec plus de vérité, que le peuple n'eſt que cette réunion de citoyens répandus ſur la ſurface de la République, & repréſentés par ceux que vous avez revêtus de votre autorité & inveſtis de votre confiance; ils couvriront du voile de la révolution, un coupable égoïſme, de vieilles animoſités, des haines invétérées, & de-là ils vous conſeilleront perfidement; ils vous repréſenteront comme une vertu, comme un acte de patriotiſme, les proſcriptions, le pillage, l'incendie, les exactions & toutes ces criminelles contributions aſtucieuſement commandées, tandis que nous, vos vrais amis, nous nous éléverons toujours juſtement contre cette violation manifeſte du droit des gens, & nous prêcherons ſans ceſſe le reſpect des propriétés, comme la première des vertus républicaines.

Citoyens, tenez-vous en garde contre ces perfides insinuations, nos principes républicains ſont invariablement fixés aujourd'hui; les ennemis de l'eſpèce humaine dont l'exiſtence morale a ceſſé par la ſuppreſſion des abus ſont anéantis : l'homme qui tient encore aux vices de l'ancien régime ne pourra être méconnu ; ce ſeroit vainement que l'intriguant, l'ambitieux, le vindicatif & l'orgueilleux, ci-devant privilégié, voudroient ſe dérober aux yeux ſurveillants du républicain, & colorer leurs prétentions des cris du patriotiſme, que les bons citoyens pratiquent aujourd'hui ces vertus ſociales par leſquelles la république prendra un aplomb majeſtueux autant qu'inébranlable: mais, citoyens, le bonheur public ne ſauroit ſubſiſter au milieu des agitations inévitables jusqu'à ce jour & néceſſitées pour l'abolition de la royauté & pour l'établiſſement de l'égalité. La juſtice & la paix ſont le meilleur aliment de la liberté; perſuadez-vous bien que ſi l'inſurrection en maſſe générale du peuple eſt le plus ſaint des devoirs contre l'oppreſſion, ces inſurrections partielles, ces mouvemens déſordonnés ne tendent qu'à diſſoudre les nœuds ſociaux, & tuent cette même liberté qui ne vit que par le calme & ſous l'empire des lois.

Pénétrez-vous de ces vérités, braves Agriculteurs, & ſachez vous garantir des doucereuſes inſinuations des faux amis de la révolution, de ces hypocrites dangereux, dont l'ame ſauvage & ſanguinaire ne ſauroit

jamais s'ouvrir au répentir de leurs ténébreuſes machinations : vous ne pouvez voir briller l'aurore de la république françaiſe ſous des heureux auſpices que lorſque la tranquillité intérieure ſecondera le ſuccès de nos armes contre la ligue des tyrans ; réuniſſons tous nos efforts pour faire fructifier l'agriculture, le commerce, l'induſtrie, & veiller à tous les avantages que la révolution nous promet, & bien convaincus du beſoin que nous avons les uns des autres, lorſque nous ſerons tous ralliés ſous les drapeaux de la patrie, cette conduite uniforme fera notre ſûreté & le déſeſpoir de nos ennemis ; malheur à celui qui oſeroit jamais ſe permettre l'oppreſſion envers ſes frères.

Et vous orgueilleux bourgeois, qui jadis placés entre la charrue avilie & le noble parchemin, rampiez en vils adulateurs auprès des ci-devant ſeigneurs, & ſatisfaits d'un clin d'œil de protection, vous vous dédommagiez de cette ſervile baſſeſſe, par un dédain outrageant, par une hauteur deſpotique, par les humiliations que vous faiſiez endurer à cette portion précieuſe de cultivateurs, ſi chère à des cœurs républicains, vous qui ne pouvez vous voir aſſis à côté de ces honorables haillons, abjurez vos erreurs, reconnoiſſez vos frères, ils vous aimeront de bonne foi. Rougiſſez de votre fatuité paſſée ; confondez vos intérêts particuliers avec l'intérêt commun, mêlez-vous avec ces bons & ſimples agriculteurs, éclairez-les, inſtruiſez-les, prenez cette ame fière & républicaine qui

convient à des hommes libres, apprenez de nous à haïr les tyrans, à défendre la Liberté, l'Égalité, la République, ou à mourir en les défendant.

CHOMPRÉ, *Président.*

MONGENDRE, *Vice-Président.*

Antoine Long, Fils cadet, *Secrétaire.*

Bonpar, *Secrétaire.*

CABROL,
MAILLET aîné, } Rédacteurs,

EXTRAIT parte in quâ *de la Délibération de la Société des amis de la Liberté & de l'Égalité séante à Arles, du 2 Novembre 1792, l'an premier de la République Française.*

Un des Secrétaires a fait lecture d'une adresse de la Société des amis de la Liberté & de l'Égalité de Marseille, à toutes les Sociétés qui lui sont affiliées.

Après cette lecture, un Membre est monté à la tribune, & a dit :

Citoyens,

Les applaudissemens qui ont accompagné la lecture de l'adresse de nos amis les Marseillois, prouvent

d'une manière non équivoque, combien vos principes ſont conformes aux leurs, combien vous deſirez de voir triompher dans vos murs la juſtice & les lois, aſſez & trop long-tems méconnue par nos ennemis communs, combien vous ſentez que la plus auſtère obſervation des lois que vous vous êtes donné vous-même, doit être le ſigne caractériſtique des vertus républicaines, & que ſans elle tous les liens ſociaux ſont bientôt rompus & diſſous. C'eſt dans cette intime perſuaſion que je vous propoſe, 1°. De faire imprimer ladite adreſſe aux frais de la Société, au nombre de mille exemplaires ; 2°. Que le Citoyen Préſident ſera cenſuré, s'il permet qu'il ſe faſſe jamais dans la Société de motion tendante à troubler l'ordre public, & à l'infraction des lois de la République.

Ces deux propoſitions ont été vivement applaudies & unanimement délibérées.

Collationné,

Signé, LARDEIROL, Préſident.

D. CARCASSONNE, Secrétaire.

A ARLES, Chez GASPARD MESNIER, Fils, Imprimeur de la Nation & de la Commune; 1792, l'an premier de la République Françaiſe.